



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GENERAL

UNEP/OzL.Pro/ExCom/76/60  
5 avril 2016

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ENGLISH

COMITE EXECUTIF  
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL  
Soixante-seizième réunion  
Montréal, 9 – 13 mai 2016

**MODÈLE DE PROJET D'ACCORD POUR LA PHASE II DES PLANS DE GESTION DE  
L'ÉLIMINATION DES HCFC (DÉCISION 75/66)**

**Contexte**

1. À sa 59<sup>e</sup> réunion, le Comité exécutif a examiné un modèle de projet d'Accord pour la phase I des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH)<sup>1</sup> qui avait été préparé par le Secrétariat à partir des modèles pour les accords sur les plans nationaux d'élimination et les plans de gestion de l'élimination finale (reliés surtout à l'élimination des CFC). Le modèle de projet d'Accord pour la phase I a fait l'objet de discussions aux 59<sup>e</sup>, 60<sup>e</sup> et 61<sup>e</sup> réunions et fut approuvé à la 61<sup>e</sup> réunion (décision 61/46). Depuis lors, ce modèle a servi de base pour la phase I de tous les PGEH approuvés.

2. À sa 73<sup>e</sup> réunion, le Comité exécutif a examiné un modèle de projet d'Accord pour la phase II des PGEH<sup>2</sup>. Après discussion, le Comité exécutif a demandé aux agences bilatérales et aux agences d'exécution d'utiliser l'accord pour la phase II du PGEH pour le Mexique comme modèle pour la phase II des PGEH, en prenant note que les discussions sur les critères du financement de l'élimination des HCFC dans le secteur de la consommation pour la phase II des PGEH et la condition préalable d'atteindre le seuil de décaissement de 20 pour cent avant le décaissement de la tranche suivante n'étaient pas terminées. Le Comité exécutif a aussi demandé au Secrétariat de revoir le modèle lorsque ces discussions seront terminées (décision 73/33).

3. À sa 75<sup>e</sup> réunion, le Comité exécutif a examiné le modèle de projet d'Accord pour la phase II des PGEH<sup>3</sup> qui s'appuyait sur le modèle de projet d'Accord pour la phase II des PGEH approuvé à la 73<sup>e</sup> réunion (décision 73/33). Ce modèle incluait des améliorations rédactionnelles et deux changements substantiels, soit un nouveau paragraphe 5 e) pour accélérer l'achèvement du volet financier de la phase I

<sup>1</sup> Présenté dans le cadre de l'aperçu des questions soulevées durant l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/11).

<sup>2</sup> Présenté dans le cadre de l'aperçu des questions soulevées durant l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/24).  
Le modèle de projet d'accord pour la phase II du PGEH était inclus dans la proposition de projet pour le Mexique (UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/43).

<sup>3</sup> UNEP/OzL.Pro/75/76.

une fois les activités terminées et un texte supplémentaire à l'Appendice 7-A pour appliquer la clause de pénalité à une demande de tranche de financement spécifique plutôt qu'à la totalité de la phase du PGEH.

4. Durant la discussion, plusieurs membres ont demandé des précisions sur les changements apportés au modèle précédent et sur la raison de ces changements tandis que d'autres ont soumis des propositions, entre autres, sur l'ajout au paragraphe 8 du modèle, d'une clause standard supplémentaire pour envisager des solutions de remplacement déjà utilisées dans plusieurs accords de la phase I ou d'autres technologies. À l'issue de la discussion, le Comité exécutif a demandé au Secrétariat de proposer de nouveau le modèle de projet d'Accord pour la phase II des PGEH à la 76<sup>e</sup> réunion, en tenant compte des débats de la 74<sup>e</sup> réunion et des commentaires des membres du Comité exécutif reçus avant le 31 décembre 2015, et en précisant les sources particulières de la terminologie utilisée dans le projet d'accord (décision 75/66).

### **Mesures prises par le Secrétariat du Fonds**

5. Conformément à la décision 75/66, le Secrétariat a mis à jour le modèle révisé de projet d'Accord pour la phase II des PGEH, en incluant les sources de la terminologie et les raisons de l'ajout de certains paragraphes et des changements rédactionnels, tel qu'indiqué à l'Annexe I au présent document. Le Secrétariat a aussi invité les membres du Comité exécutif à transmettre des commentaires ou suggestions alternatives à propos du texte supplémentaire au paragraphe 5 e) et de l'Appendice 7-A du projet de modèle d'Accord. Tout le texte du modèle avait déjà fait l'objet de discussions approfondies aux 59<sup>e</sup>, 60<sup>e</sup>, 61<sup>e</sup> et 73<sup>e</sup> réunions et avait été approuvé aux 61<sup>e</sup> et 73<sup>e</sup> réunions respectivement.

### **Commentaires transmis par des membres du Comité exécutif**

6. Quatre membres du Comité exécutif ont transmis des commentaires sur le modèle révisé de projet d'Accord pour la phase II des PGEH qui sont inclus, tels quels, à l'Annexe II au présent document.

### **Discussion lors de la réunion de coordination interagences**

7. Le modèle de projet d'Accord pour la phase II des PGEH a été discuté lors de la réunion de coordination, tenue à Montréal du 1<sup>er</sup> au 2 mars 2016. Les discussions ont porté surtout sur le texte de l'alinéa 5 e) du modèle concernant une condition préalable à l'approbation de la tranche qui doit être présentée juste après l'achèvement de la phase précédente, ainsi que sur les exigences de restitution au Fonds des soldes non-utilisés et la remise des rapports d'achèvement de projet au Comité exécutif. Le Secrétariat a insisté sur la nécessité d'avoir un mécanisme pour garantir la conclusion d'une phase achevée d'un PGEH, tout en reconnaissant que ce mécanisme ne devrait pas affecter la mise en œuvre de la phase subséquente.

8. À l'issue des discussions, il a été conclu que les dates d'achèvement des volets financier et opérationnel d'une phase d'un PGEH devraient être établies au moment de l'approbation de sa tranche finale. Cette exigence ne requerrait pas l'ajout à l'Accord d'un texte spécifique et pourrait être traitée au cas par cas. Quant au modèle pour la phase II des accords, le paragraphe 14 de l'Accord (date d'achèvement de la phase) n'aurait pas à être modifié et il ne serait pas nécessaire d'inclure l'alinéa 5 e).

### **Portée du document**

9. Afin de faciliter les délibérations du Comité exécutif, le présent document contient le texte même de l'Accord qui a fait l'objet d'un commentaire, les commentaires transmis par les membres du Comité exécutif ainsi que les commentaires et recommandations du Secrétariat. Les commentaires des membres du Comité exécutif sont regroupés dans les trois parties suivantes :

Partie I : Commentaires sur le nouveau texte substantiel introduit par le Secrétariat dans le projet de modèle, à la 75<sup>e</sup> réunion

Partie II : Commentaires sur les paragraphes du projet de modèle, adoptés par le Comité exécutif aux 61<sup>e</sup> et/ou 73<sup>e</sup> réunions

Partie III : Autres commentaires des membres du Comité exécutif qui ne font pas référence à un paragraphe précis et changements rédactionnels mineurs.

### **Commentaires du Secrétariat sur les réponses transmises par les membres du Comité exécutif**

#### **Partie I : Commentaires sur le nouveau texte substantiel introduit par le Secrétariat dans le projet de modèle, à la 75<sup>e</sup> réunion**

**Nouveau paragraphe 5 e).** *Que, pour la première tranche due une année après la date d'achèvement de la précédente phase du PGEH (définie au paragraphe 14 de l'Accord associé à la phase précédente ou telle que révisée dans un rapport périodique ou dans le plan de mise en œuvre de la tranche), toutes les tranches de la phase précédente ont été complétées, les fonds restants ont été retournés au Fonds multilatéral (conformément au paragraphe 7 de l'Accord associé à la phase précédente) et les rapports correspondants d'achèvement des projets ont été remis au Comité exécutif.*

Commentaires des membres : Supprimer tout le paragraphe; il subordonne une future tranche de la deuxième phase à la satisfaction des exigences de la phase I en matière financière et de rapports, ce qui introduirait un risque substantiel de non-conformité. Les phases I et II sont des projets relativement distincts concernant différents objectifs de conformité. Ce paragraphe ne contribuera pas à la satisfaction, en temps voulu, des exigences de la phase I en matière financière et de rapports mais il entraînera des difficultés pour la mise en œuvre de la phase II.

Préoccupés par les retards engendrés pour le décaissement des fonds puisque les conditions imposées ne peuvent être remplies en un an. Dans le secteur de l'entretien, la phase I doit être achevée, les fonds restitués et ensuite ré-approuvés (ce qui n'est pas réaliste).

Texte alternatif : "Que, pour la première tranche due un an après la date d'achèvement de la précédente phase du PGEH (définie au paragraphe 14 de l'Accord associé à la phase précédente ou telle que révisée dans un rapport périodique ou dans le plan de mise en œuvre de la tranche), toutes les tranches de la phase précédente ont été complétées." La restitution des fonds est couverte par d'autres processus et décisions du Comité exécutif et traitée à des points récurrents de l'ordre du jour.

D'accord sur l'importance de promouvoir la conclusion financière rapide de la phase I une fois les activités achevées mais préoccupés aussi par le fait que cette condition préalable pourrait entraîner des retards dans le décaissement de la tranche, étant donné le temps nécessaire pour la restitution des soldes. Il faut faire preuve d'une certaine souplesse.

Commentaires du Secrétariat : Il est nécessaire d'établir un processus pour conclure une phase d'un PGEH, restituer les soldes (détenus par les agences bilatérales et/ou d'exécution et/ou le pays) au Fonds multilatéral et remettre le rapport

d'achèvement de projet au Comité exécutif. Les dates d'achèvement opérationnel et financier devraient être fixées au moment de l'approbation de la dernière tranche de la phase du PGEH et donc aucun texte additionnel n'est requis dans l'Accord. Chaque PGEH pourrait être traité au cas par cas. Le paragraphe 5 e) pourrait donc être supprimé.

Recommandation : Le Comité exécutif pourrait supprimer l'alinéa 5 e) dans le projet de modèle d'Accord et prendre note qu'aucun autre changement n'est requis dans le texte du paragraphe 14.

**Appendice 7-A** *Conformément au paragraphe 11 de l'Accord, il pourra être déduit du montant du financement accordé un montant de [chiffre \$US [pour les pays qui ne sont pas des PFV, ce montant correspondrait à deux fois le rapport coût-efficacité du projet en \$/kg PAO, tandis que pour les PFV, celui-ci s'établirait à 180 \$US]] par kg PAO de consommation dépassant la quantité précisée à la ligne 1.2 de l'Appendice 2-A pour chaque année de non-conformité à cet objectif, étant entendu que la réduction maximale ne dépasserait pas le niveau de financement demandé pour la tranche. La prise de mesures additionnelles pourrait être envisagée dans l'éventualité où la non-conformité s'étendrait sur deux années consécutives.*

Commentaires des membres : Aucun.

Commentaires du Secrétariat : Dans plusieurs cas de PGEH approuvés, la clause de pénalité entraînerait des niveaux de réduction du financement supérieurs à la valeur de la totalité de la phase (Guatemala, par ex.). Pour éviter cette situation, il est proposé d'intégrer le texte souligné à l'Appendice 7-A de l'Accord, tel qu'indiqué au paragraphe précédent.

Recommandation : Le Comité exécutif pourrait approuver le nouveau texte proposé à l'Appendice 7-A (tel qu'indiqué dans le texte souligné au paragraphe précédent).

## **Partie II : Commentaires sur les paragraphes adoptés aux 61<sup>e</sup> et/ou 73<sup>e</sup> réunions**

**Paragraphe 3** *Si le Pays se conforme aux obligations définies dans le présent Accord, le Comité exécutif convient en principe de lui accorder le financement indiqué à la ligne 3.1 de l'Appendice 2-A. Le Comité exécutif accordera, en principe, ce financement lors de ses réunions spécifiées à l'Appendice 3-A (« Calendrier de financement approuvé »).*

Commentaire d'un membre : Supprimer les mots "en principe". Les pays conviennent de respecter l'objectif de conformité et le Comité convient d'accorder un financement stable et suffisant pour les activités d'élimination des HCFC.

Commentaires du Secrétariat : Le Comité exécutif a introduit le terme "approuvé en principe" pour les projets pluriannuels puisque le Comité exécutif ne peut pas engager des ressources avant d'avoir reçu les contributions, conformément au mandat du Fonds multilatéral.<sup>4</sup>

Les lignes directrices pour la préparation, la mise en œuvre et la gestion des plans sectoriels et nationaux d'élimination des SAO sur la base de

---

<sup>4</sup> Décisions II/8 et IV/18.

leur performance, approuvées à la 38<sup>e</sup> réunion<sup>5</sup>, s'appliquent à tous les plans conclus par le Comité exécutif et qui comportent un engagement financier du Comité exécutif. Dans de tels cas, le Comité exécutif approuve des montants précis "en principe" qui seront décaissés sur un certain nombre d'années selon les objectifs de performance convenus et spécifiés dans ces plans. Les informations générales à fournir par les pays visés à l'article 5 devraient inclure, entre autres, le nom du pays, le type de plan (plan d'élimination national ou sectoriel), la quantité de SAO couverte par l'accord, la durée de l'accord et le niveau du financement total approuvé en principe.

**Recommandation :** Le Comité exécutif pourrait maintenir les mots "en principe" au paragraphe 3 de l'Accord, conformément aux politiques et décisions existantes du Fonds multilatéral.

**Paragraphe 5 b).** *Que le respect de ces objectifs a été vérifié de manière indépendante pour toutes les années concernées, à moins que le Comité exécutif n'ait décidé que cette vérification n'était pas nécessaire.*

**Commentaire d'un membre :** Texte alternatif : "Que le respect de ces objectifs a été vérifié de manière indépendante avant la présentation par le pays de la demande pour la dernière tranche." La vérification n'est peut-être pas nécessaire pour chaque année car elle augmente la charge de travail et retarde ainsi le processus de mise en œuvre.

**Commentaires du Secrétariat :** Les lignes directrices pour la préparation, la mise en œuvre et la gestion des plans sectoriels et nationaux d'élimination des SAO sur la base de leur performance stipulent que "puisque la vérification de l'atteinte de l'objectif durant l'année précédente est la condition pour le décaissement du financement pour l'année du plan, le programme annuel de mise en œuvre devrait être présenté avec le rapport de vérification de la performance".

Par la suite, des lignes directrices pour la vérification des objectifs nationaux de consommation des accords pluriannuels ont été approuvées à la 46<sup>e</sup> réunion<sup>6</sup>. Les lignes directrices stipulent que "depuis 1999, les accords pluriannuels sont devenus une modalité prédominante de financement du Fonds multilatéral pour aider les pays visés à l'article 5 à atteindre les objectifs d'élimination des SAO dans le cadre du Protocole de Montréal. Selon ces accords, les agences d'exécution responsables doivent remettre un rapport de vérification sur l'atteinte des objectifs de réduction des SAO spécifiés dans les accords comme condition préalable au décaissement de la prochaine tranche de fonds".

---

<sup>5</sup> Décision 38/65.

<sup>6</sup> Décision 46/38.

En outre, dans un accord établi sur la base de la performance, la vérification des secteurs de la consommation et de la production (le cas échéant) devrait être fournie sur une base annuelle<sup>7</sup>.

Recommandation : Le Comité exécutif pourrait maintenir la vérification de la consommation de HCFC pour toutes les années qui comportent un objectif de consommation, tel que spécifié au paragraphe 5 b) de l'Accord, conformément aux politiques et décisions existantes du Fonds multilatéral.

**Nouvel alinéa 7 a) v) proposé par un membre.** *"Des changements dus à l'évolution des circonstances nationales" puisque tous changements des circonstances nationales pourraient avoir une incidence sur la mise en œuvre du projet et nécessiter des modifications appropriées dans les modalités de mise en œuvre, incluant les coûts et les échéanciers.*

Commentaires du Secrétariat : Le texte proposé (à savoir "des changements dus à l'évolution des circonstances nationales") est déjà couvert par les clauses 7 a) ii) , iii) et/ou iv) du projet de modèle d'Accord.

Recommandation : Le Comité exécutif pourrait ne pas ajouter un nouveau paragraphe 7 a) v) puisque "des changements dus à l'évolution des circonstances nationales" sont déjà inclus dans les clauses 7 a) ii) , iii) et/ou iv) du projet de modèle d'Accord.

**Paragraphe 7 c)** *Les changements de technologies de remplacement, étant entendu que la soumission d'une telle demande devrait identifier les coûts différentiels connexes, les conséquences possibles sur le climat et toute autre différence en tonnes PAO à éliminer, s'il y a lieu, et confirmer aussi que le pays reconnaît que les économies possibles liées au changement de technologie réduiraient en conséquence le financement global prévu à cet Accord.*

Commentaires des membres : Supprimer, puisque cette situation peut résulter de problèmes spécifiques liés à des circonstances particulières dans certains pays et elle ne devrait donc pas être reflétée dans le modèle. Elle ne devrait pas être utilisée comme clause standard, ni comme point de départ du modèle (le cas échéant, ces problèmes pourraient être examinés au cas par cas). Le pays devrait disposer d'une certaine souplesse à l'intérieur du cadre général de l'Accord signé avec le Comité exécutif.

À inclure uniquement dans les Accords de PGEH avec des reconversions industrielles.

À déplacer au paragraphe 7 a) v) puisqu'une telle situation devrait être considérée comme "une modification majeure" de l'Accord qui exigerait l'approbation du Comité exécutif.

Commentaires du Secrétariat : L'Accord devrait fournir une orientation générale aux principaux intervenants pour traiter de circonstances particulières. Le coût différentiel des reconversions est calculé et approuvé d'après les besoins

---

<sup>7</sup> Le rapport de vérification est obligatoire pour tous les pays qui ne sont pas des pays à faible volume de consommation et pour un échantillon représentatif de PFV.

spécifiques de l'introduction de la technologie de remplacement choisie. Si la technologie a changé, le coût différentiel pourrait changer aussi. Par conséquent, le paragraphe 7 c) pourrait être inclus seulement dans les Accords de PGEH qui incluent la reconversion du secteur manufacturier (tel que proposé par un membre) ou il pourrait être inclus comme alinéa 7 a) v) (tel que proposé par un autre membre), puisque le changement "exigerait l'approbation du Comité exécutif".

Recommandation : Le Comité exécutif pourrait, dans les cas incluant des reconversions du secteur manufacturier, maintenir le texte dans le paragraphe 7 c), soit comme partie du texte au paragraphe 7 a) ("Changements majeurs") ou encore comme paragraphe 7 c) distinct.

**Paragraphe 7 d).** *Toute entreprise de reconversion à une technologie sans HCFC visée par le plan et déclarée non admissible en vertu des politiques du Fonds multilatéral (soit parce qu'elle appartient à des intérêts étrangers ou qu'elle a entrepris ses activités après la date limite du 21 septembre 2007) ne recevrait pas d'assistance financière. Cette information sera communiquée au Comité exécutif dans le cadre du plan de mise en œuvre de la tranche.*

Commentaires d'un membre : Supprimer puisqu'il fait référence aux décisions et politiques du Comité exécutif.

Commentaires du Secrétariat : L'alinéa 7 d) est requis dans les cas où le financement a été approuvé pour des entreprises dont l'admissibilité n'a pu être pleinement vérifiée au moment de la présentation et de l'approbation du PGEH en raison du nombre d'entreprises incluses dans le plan. Cette clause a été appliquée avec succès à plusieurs phases I de PGEH approuvés (par ex., les PGEH pour le Brésil<sup>8</sup> et le Mexique<sup>9</sup>).

Recommandation : Le Comité exécutif pourrait maintenir le paragraphe 7 d) dans l'Accord sur une base de cas par cas lorsqu'un grand nombre d'entreprises sont incluses dans le PGEH et que la vérification de leur admissibilité ne pourrait être achevée à temps pour la présentation du PGEH aux fins d'examen par le Comité exécutif.

**Paragraphe 7 e).** *Le Pays s'engage à examiner la possibilité d'utiliser des systèmes pré-mélangés faisant appel à des agents de gonflage à faible potentiel de réchauffement global au lieu de procéder au mélange à l'interne, pour ce qui est des entreprises de mousse couvertes par le Plan, à condition que ces systèmes soient techniquement viables, faisables sur le plan économique et acceptables pour ces entreprises.*

Commentaire d'un membre : Supprimer car l'Accord ne saurait inclure des préférences technologiques à des fins qui vont au-delà de la portée et du but de l'Accord; et les aspects techniques des projets sont négociés avec le Secrétariat.

Commentaires du Secrétariat : Cette clause ne s'appliquerait qu'aux PGEH qui incluent la reconversion d'entreprises de mousses à une technologie à base d'hydrocarbures. Par conséquent, elle ne pourrait être incluse que dans ces cas précis.

<sup>8</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/64/25 et Add.1.

<sup>9</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/64/39 et Add.1.

Recommandation : Le Comité exécutif pourrait continuer d'inclure le paragraphe 7 e) sur une base de cas par cas lorsqu'un PGEH inclut la reconversion d'entreprises de mousses à une technologie à base d'hydrocarbures.

**Paragraphe 7 f).** *Le Pays accepte, dans les cas où des technologies à base de HFC ont été choisies comme solution de remplacement des HCFC et en tenant compte des circonstances nationales en matière de santé et de sécurité : de suivre la disponibilité des solutions de substitution et de remplacement qui minimiseraient davantage les conséquences sur le climat; d'envisager lors de l'examen des règlements, normes et incitatifs, des dispositions adéquates pour encourager l'introduction de telles solutions de remplacement; et d'envisager la possibilité d'adopter des solutions de remplacement rentables qui minimisent les conséquences sur le climat lors de la mise en oeuvre du PGEH, s'il y a lieu, et d'informer le Comité exécutif des progrès ainsi réalisés dans les rapports sur la mise en oeuvre des tranches.*

Commentaires des membres : Supprimer car ce suivi est déjà couvert par la clause 6 de l'Accord.

Suggérer de l'inclure comme une clause "additionnelle" qui pourrait être utilisée après discussion avec le pays et non comme une clause pour tous les Accords (Les HFC représentent un enjeu sensible qui ne fait pas l'objet d'un consensus entre toutes les Parties).

Suggérer de se référer à la décision XIX/6 et de l'inclure dans une section distincte sur "l'examen des solutions de remplacement."

Commentaires du Secrétariat : La clause du paragraphe 7 f) a été appliquée à la phase I des PGEH qui incluaient des entreprises de mousses et/ou de réfrigération et de climatisation qui devaient se reconvertir à une technologie à base de HFC (par ex. l'introduction du HFC-245fa comme agent de gonflage dans plusieurs entreprises en Indonésie)<sup>10</sup>. Par conséquent, elle pourrait être incluse uniquement dans ces cas précis.

Recommandation : Le Comité exécutif pourrait continuer d'inclure le paragraphe 7 f) sur une base de cas par cas lorsqu'un PGEH inclut la reconversion d'entreprises de mousses et /ou de réfrigération et de climatisation à une technologie à base de HFC.

**Paragraphe 7 g).** *Tous soldes détenus par les agences bilatérales ou d'exécution ou par le pays dans le cadre du Plan, seront retournés au Fonds multilatéral à l'achèvement de la dernière tranche prévue dans le cadre de cet Accord.*

Commentaires d'un membre : Texte alternatif : "Tous soldes détenus par les agences bilatérales ou d'exécution dans le cadre du Plan, ne seront restitués au Fonds multilatéral qu'après l'achèvement de toutes les activités reliées au projet et avec le consentement du Bureau national de l'ozone concerné. Si le financement approuvé dans l'Accord s'avère insuffisant, le pays pourrait présenter au Comité exécutif une demande d'assistance financière complémentaire". Le texte original ne correspond pas aux politiques du Fonds. Il devrait non seulement prendre en compte les questions de financement résiduel mais aussi les cas où le financement approuvé est insuffisant. Le consentement du Bureau national de l'ozone concerné

---

<sup>10</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/64/34.



devrait être obligatoire puisque les agences d'exécution ne restituent pas les soldes des fonds directement.

Commentaires du Secrétariat : La clause du paragraphe 7 g) correspond aux politiques du Fonds multilatéral. Des procédures ont été mises en place pour restituer les fonds provenant de projets achevés dès les premières années du Fonds multilatéral (par ex. les décisions 28/7a)<sup>11</sup> et 31/2a i)<sup>12</sup>).

Recommandation : Le Comité exécutif pourrait maintenir le texte du paragraphe 7 g) tel qu'il est actuellement.

**Paragraphe 8.** *La réalisation des activités dans le sous-secteur de l'entretien des appareils de réfrigération inclus dans le plan fera l'objet d'une attention particulière, notamment les points suivants :*

- a) *Le Pays utilisera la marge de manœuvre offerte en vertu du présent Accord pour répondre aux besoins spécifiques qui pourraient survenir lors de la mise en œuvre du projet;*
- b) *Le Pays prendra en compte les actions adéquates visant à réduire au minimum les répercussions néfastes sur le climat lors de l'élimination des HCFC dans le secteur de l'entretien des appareils de réfrigération; et*
- c) *Le Pays sera encouragé à envisager, le cas échéant et dans la mesure du possible, l'établissement de règlements et de codes de bonnes pratiques, l'adoption de normes pour l'introduction en toute sécurité de frigorigènes inflammables et/ou toxiques, la mise en œuvre de mesures destinées à limiter les importations d'appareils à base de HCFC et à faciliter l'introduction de solutions de remplacement écoénergétiques et favorables au climat et la conduite d'activités de formation des techniciens et d'implantation de bonnes pratiques d'entretien comme la manipulation sécuritaire des frigorigènes, et le confinement, la récupération, le recyclage et la réutilisation de ces substances au lieu de leur conversion.*

Commentaires d'un membre : Supprimer le paragraphe 8 c) puisque cette question devrait être traitée à l'étape de l'approbation du PGEH. Il n'est pas logique que cette section figure dans des PGEH ne visant pas le secteur de l'entretien. Aucune modification pour 8 a). Conserver 8 b) dans sa version actuelle : "Le pays et les agences bilatérales et/ou d'exécution concernées tiendront compte de la décision 72/41 durant la mise en œuvre du Plan."

Pas sûr qu'il soit nécessaire de répéter une décision dans l'Accord. Toutes les orientations fournies par les décisions du Comité exécutif sur les PGEH restent valides qu'elles soient ou non incorporées à l'Accord (sélectionner certains paragraphes de certaines décisions pourrait par inadvertance minimiser l'importance d'autres décisions).

<sup>11</sup> Les fonds restant d'un projet seront reversés au Fonds multilatéral au plus tard 12 mois après son achèvement.

<sup>12</sup> Adopter les lignes directrices suivantes sur la restitution des soldes non-engagés de projets achevés: les agences d'exécution devraient restituer les soldes restant non engagés (inutilisés) le plus tôt possible mais un an, au plus tard, après l'achèvement du projet, en spécifiant le montant restitué par projet.

Commentaires du Secrétariat : Le texte supplémentaire ajouté au paragraphe 8 est extrait de la décision 72/41 (sur le secteur de l'entretien dans la réfrigération) pour remplacer la référence à la décision par le texte-même de la décision. D'après les commentaires des membres du Comité exécutif, on pourrait faire référence à toutes les décisions pertinentes sur le secteur de l'entretien dans la réfrigération.

Recommandation : Le Comité exécutif pourrait envisager remplacer les paragraphes 8b) et 8c) par le texte suivant : "Le Pays et les agences bilatérales et/ou d'exécution concernées tiendraient compte des décisions pertinentes pour le secteur de l'entretien dans la réfrigération durant la mise en œuvre du Plan". Ce texte inclut la décision 72/41 ainsi que les décisions précédentes relatives au secteur de l'entretien dans la réfrigération.

***Paragraphe 11.** Si, pour quelque raison que ce soit, le Pays ne respecte pas les Objectifs d'élimination des Substances indiquées à la ligne 1.2 de l'Appendice 2-A ou bien ne se conforme pas au présent Accord, il accepte alors de ne plus être en droit de prétendre au financement conformément au calendrier de financement approuvé. Il appartient au Comité exécutif de rétablir ce financement, conformément à un calendrier de financement révisé établi par ses soins, une fois que le Pays aura prouvé qu'il a respecté toutes les obligations qu'il aurait dû satisfaire avant la réception de la prochaine tranche de financement conformément au calendrier de financement approuvé. Le Pays convient que le Comité exécutif peut déduire du montant du financement le montant indiqué à l'Appendice 7-A (« Réductions du financement en cas de non-conformité ») pour chaque kilogramme de PAO dont la consommation n'aura pas été réduite au cours d'une même année. Le Comité exécutif étudiera chaque cas spécifique de non-conformité du Pays au présent Accord et prendra des décisions en conséquence. Une fois ces décisions prises, ce cas spécifique ne constituera plus un empêchement pour les tranches futures indiquées au paragraphe 5 précédent.*

Commentaires d'un membre : Paragraphe alternatif (le texte nouveau est souligné pour faciliter la référence) : "Si , pour quelque raison que ce soit, incluant des raisons attribuables au retard du fait du Comité exécutif dans l'approbation de la tranche ou dans le décaissement des fonds par les agences d'exécution, le Pays ne respecte pas les Objectifs d'élimination des Substances indiquées à la ligne 1.2 de l'Appendice 2-A ou bien ne se conforme pas au présent Accord, il accepte alors qu'il ne puisse plus être en droit de prétendre au financement conformément au calendrier de financement approuvé, à condition toutefois que ladite non-conformité ne soit pas le résultat de mesures du Comité exécutif, incluant mais de manière non limitative, des retards dans l'approbation et le décaissement du financement associé à cet Accord. Il appartient au Comité exécutif de rétablir ce financement" [...] (texte du projet de modèle).

Commentaires du Secrétariat : Le Comité exécutif a reporté l'approbation de la phase complète d'un PGEH faute de consensus entre tous les membres du Comité exécutif (par ex. phase I des PGEH pour la Chine, l'Indonésie et la Thaïlande). Toutefois, le Comité exécutif n'a pas retardé l'approbation des tranches de PGEH à condition qu'elles remplissent toutes les conditions préalables à leur approbation. En outre, dans plusieurs cas, le Comité exécutif a approuvé des tranches lorsqu'un pays présentait un risque potentiel de non-respect de ses obligations aux termes du Protocole de Montréal bien que la totalité des conditions préalables pour l'approbation de la tranche

n'ait pas été remplie (par ex, la seconde tranche de la phase I du PGEH pour Bahreïn<sup>13</sup>).

En règle générale, le financement d'un projet approuvé est décaissé par le Trésorier aux agences d'exécution concernées peu après la fin de la réunion du Comité exécutif. Le décaissement des fonds entre les agences d'exécution concernées et les pays concernés est assujéti à des conditions qui échappent au contrôle du Comité exécutif (par ex. signature des accords bilatéraux; ouverture des comptes bancaires).

**Recommandation :** Le Comité exécutif pourrait maintenir le texte du paragraphe 11 tel qu'il existe actuellement.

**Nouveau paragraphe 16 suggéré par un membre.** *Cet Accord peut être modifié ou résilié uniquement par consentement mutuel écrit du Pays et du Comité exécutif du Fonds multilatéral.*

**Commentaires du Secrétariat :** Ce nouveau paragraphe 16 pourrait être ajouté puisque des Accords entre des pays et le Comité exécutif ont déjà été modifiés d'un commun accord (par ex. République islamique d'Iran, Malaisie, Pérou).

**Recommandation :** Le Comité exécutif pourrait inclure le nouveau paragraphe 16 dans le modèle d'Accord.

**Appendice 4-A, paragraphe 1c).** *Une description écrite des activités à entreprendre jusqu'à l'année, inclusivement, de la présentation prévue de la demande pour la tranche suivante au cours de la période couverte par la tranche demandée, soulignant les étapes de la mise en œuvre, la date d'achèvement et l'interdépendance des activités et tenant compte des expériences acquises et des progrès réalisés dans la mise en œuvre des tranches précédentes; les données du plan seront fournies par année civile. La description devrait aussi faire mention du plan d'ensemble et des progrès réalisés ainsi que des changements éventuels prévus au plan d'ensemble. La description devrait couvrir les années spécifiées au paragraphe 5b) de l'Accord. Elle devrait également spécifier et expliquer en détail toutes révisions apportées au plan d'ensemble. Cette description des activités futures peut être soumise en tant que partie du même document que le rapport narratif mentionné au sous-paragraphe b) ci-dessus.*

**Commentaires d'un membre :** Supprimer les mots "étapes de mise en œuvre" puisque le modèle ne devrait pas se concentrer sur des informations détaillées comme l'étape de mise en œuvre d'une activité.

**Commentaires du Secrétariat :** Des étapes sont proposées dans une phase de PGEH; toutefois, les étapes mentionnées à l'Appendice 4 sont reliées aux rapports et aux plans de mise en œuvre des tranches. Les progrès réalisés (condition préalable pour le décaissement des tranches) peuvent être évalués objectivement et démontrés par rapport à ces étapes spécifiques (par ex. les plans sectoriels inclus dans la phase I du PGEH pour la Chine).

**Recommandation :** Le Comité exécutif pourrait maintenir le texte du paragraphe 1 c) de l'Appendice 4-A tel qu'il existe actuellement.

---

<sup>13</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/75/37

### **Nouveaux paragraphes suggérés par un membre à l'Appendice 6-A**

- a) *Décaissement des fonds au pays/aux entreprises participantes, en temps voulu pour réaliser les activités reliées au projet; et*
- b) *La vérification devrait être faite avant la présentation du rapport sur la dernière tranche des années civiles concernées. La vérification pourrait être faite une seule fois pour deux années civiles.*

Commentaires du Secrétariat : L'alinéa a) proposé ci-dessus par un membre pourrait être intégré à l'Appendice 6-A de l'Accord. Toutefois, la vérification de la consommation de HCFC pour toutes les années qui comportent un objectif de consommation devrait être maintenue conformément aux politiques et décisions existantes du Fonds multilatéral (tel qu'expliqué au paragraphe 5b) ci-dessus).

Recommandation : Le Comité exécutif pourrait ajouter un nouveau paragraphe "Décaissement des fonds au pays/aux entreprises participantes, en temps voulu pour achever les activités reliées au projet" à l'Appendice 6-A du modèle d'Accord.

### **Partie III : Autres commentaires des membres du Comité exécutif**

Commentaire d'un membre : Inclure dans la décision du Comité exécutif sur l'adoption de l'Accord, l'option d'ajouter du texte à l'Accord lorsque le pays propose l'élimination complète des HCFC.

Commentaires du Secrétariat : Aucun.

Recommandation : Le Comité exécutif pourrait inclure l'option d'ajouter du texte à la décision du Comité exécutif sur l'adoption de l'Accord lorsque le pays propose l'élimination complète des HCFC.

Commentaire d'un membre : Séparer les clauses spéciales qui ne s'appliquent pas à tous les cas (par ex. alinéas 7 c), d) et e)).

Commentaires du Secrétariat : Le modèle d'Accord inclut plusieurs alinéas à titre de référence. Seuls les alinéas pertinents pour un PGEH sont inclus dans le projet d'Accord soumis avec le PGEH aux fins d'examen par le Comité exécutif.

Recommandation : Le Comité exécutif pourrait maintenir le texte du paragraphe 7 avec ses alinéas, tel qu'il existe actuellement.

**Paragraphe 7 a).** *Les réaffectations classées comme changements importants doivent être documentées à l'avance, soit dans un plan de mise en œuvre de la tranche, conformément au paragraphe 5 d) ci-dessus, ou dans une révision d'un plan de mise en œuvre de la tranche existant, à remettre huit semaines avant toute réunion du Comité exécutif, pour approbation.*

Commentaires d'un membre : Ajouter le mot "rapport" à plan de mise en œuvre de la tranche. Le texte devrait se lire comme " un rapport et un plan de mise en œuvre de la tranche".

Commentaires du Secrétariat : Puisque les changements importants sont documentés à l'avance aux fins d'examen par le Comité exécutif, ils devraient être inclus dans le plan de mise en œuvre de la tranche tandis que le rapport sur la mise en œuvre de la tranche inclut les activités déjà mises en œuvre.

Recommandation : Le Comité exécutif pourrait maintenir le paragraphe 7 a) tel qu'il existe actuellement.

**Paragraphe 7 a) iv).** *La fourniture de fonds pour des programmes ou des activités qui ne sont pas inclus dans le plan de mise en œuvre de la tranche courant entériné ou bien le retrait d'une activité du plan de mise en œuvre de la tranche, représentant un coût supérieur à 30 pour cent du coût total de la dernière tranche approuvée.*

Commentaires d'un membre : Supprimer les mots "des programmes ou ".

Commentaires du Secrétariat : En accord.

Recommandation : Le Comité exécutif pourrait supprimer les mots "des programmes ou" au paragraphe 7 a) iv) du modèle d'Accord.

### **Recommandation du Secrétariat**

10. Le Comité exécutif pourrait envisager :

- a) Finaliser le modèle de projet d'accords pour la phase II des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), à la lumière des commentaires des membres du Comité exécutif et du Secrétariat et des recommandations spécifiques du Secrétariat sur ces commentaires; et
- b) Permettre une certaine souplesse pour ajouter du texte à l'Accord entre le gouvernement et le Comité exécutif dans les cas où le pays propose l'élimination complète des HCFC.

**Note:** Highlighting has been added to this template for a Draft Agreement to facilitate its completion. Once it is completed, it should be submitted without any highlighted text:

- Pink is used for all needed entries in the text and the tables.
- Green is used for optional additions related to manufacturing sector or technology, where applicable.
- Turquoise is used for the differentiation between one and several implementing agencies.

**Annex I**

**DRAFT AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF [COUNTRY NAME] AND THE EXECUTIVE COMMITTEE OF THE MULTILATERAL FUND FOR THE REDUCTION IN CONSUMPTION OF HYDROCHLOROFLUOROCARBONS IN ACCORDANCE WITH STAGE II OF THE HCFC PHASE-OUT MANAGEMENT PLAN**

Text	Source
<p><b>Purpose</b></p> <p>1. This Agreement represents the understanding of the Government of [Country name] (the “Country”) and the Executive Committee with respect to the reduction of controlled use of the ozone-depleting substances (ODS) set out in Appendix 1-A (“The Substances”) to a sustained level of [figure] ODP tonnes by 1 January [year] in compliance with Montreal Protocol schedule.</p> <p>2. The Country agrees to meet the annual consumption limits of the Substances as set out in row 1.2 of Appendix 2-A (“The Targets, and Funding”) in this Agreement as well as in the Montreal Protocol reduction schedule for all Substances mentioned in Appendix 1-A. The Country accepts that, by its acceptance of this Agreement and performance by the Executive Committee of its funding obligations described in paragraph 3, it is precluded from applying for or receiving further funding from the Multilateral Fund in respect to any consumption of the Substances that exceeds the level defined in row 1.2 of Appendix 2-A as the final reduction step under this Agreement for all of the Substances specified in Appendix 1-A, and in respect to any consumption of each of the Substances that exceeds the level defined in row [s] 4.1.3 [ , 4.2.3, ...] (remaining consumption eligible for funding).</p> <p>3. Subject to compliance by the Country with its obligations set out in this Agreement, the Executive Committee agrees, in principle, to provide the funding set out in row 3.1 of Appendix 2-A to the Country. The Executive Committee will, in principle, provide this funding at the Executive Committee meetings specified in Appendix 3-A (“Funding Approval Schedule”).</p> <p>4. The Country agrees to implement this Agreement in accordance with the stage II of the HCFC phase-out management plan (HPMP) approved (“the Plan”). In accordance with sub-paragraph 5(b) of this Agreement, the Country will accept independent verification of the achievement of the annual consumption limits of the Substances as set out in row 1.2 of Appendix 2-A of this Agreement. The aforementioned verification will be commissioned by the relevant bilateral or implementing agency.</p>	<p>Text in this version has no changes from the previously agreed template for stage II (decision 73/33).</p> <p>Text in paras. 1 to 4 comes originally from stage I template (decision 61/46). Stage II template approved by decision 73/33 added in paragraph 4 the definition of “The Plan” for clarity (stage II template approved by decision 73/33 is in document 73/43 with the additions highlighted in yellow).</p>
<p><b>Conditions for funding release</b></p> <p>5. The Executive Committee will <del>not</del> <u>only</u> provide the Funding in accordance with the Funding Approval Schedule <del>unless</del> <u>when</u> the Country satisfies the following conditions at least eight weeks in advance of the applicable Executive Committee meeting set out in the Funding Approval Schedule:</p>	<p>Text in paragraph 5 (a), (b), (c) and (d) has no changes from the previously agreed template for stage II (decision 73/33), which is essentially the same</p>

<p>(a) That the Country has met the Targets set out in row 1.2 of Appendix 2-A for all relevant years. Relevant years are all years since the year in which this Agreement was approved. Years for which there are no due country programme implementation reports at the date of the Executive Committee meeting at which the funding request is being presented are exempted;</p> <p><u>(b)</u> That the meeting of these Targets has been independently verified <u>for all relevant years</u>, unless the Executive Committee decided that such verification would not be required;</p> <p><del>(b)</del><u>(c)</u> That the Country had submitted a Tranche Implementation Report in the form of Appendix 4-A (“Format of Tranche Implementation Reports and Plans”) covering each previous calendar year; that it had achieved a significant level of implementation of activities initiated with previously approved tranches; and that the rate of disbursement of funding available from the previously approved tranche was more than 20 per cent; and</p> <p><del>(e)</del><u>(d)</u> That the Country has submitted a Tranche Implementation Plan in the form of Appendix 4-A covering each calendar year until and including the year for which the funding schedule foresees the submission of the next tranche or, in case of the final tranche, until completion of all activities foreseen <u>and</u>.</p>	<p>text used in stage I (decision 61/46), with editorial improvements (see highlighted text in document 73/43).</p> <p>No changes in 5(a) were required based on decision 74/18 on the 20% threshold required for fund disbursement.</p> <p>There are only few minor editorial improvements in this new template, which are marked as track changes.</p> <p>The Agreement for China stage I (document 67/39 Annex 10) includes additional conditions for the release of tranches for sector plans. It is not part of the template as it only applies in China.</p>
<p><del>(d)</del><u>(e)</u> <u>That, for the first tranche that is due on a year after the date of completion of the previous stage of the HPMP (as defined in paragraph 14 of the Agreement associated to the previous stage), all tranches from the previous stage have been completed, remaining funds have been returned to the Multilateral Fund (as established in paragraph 7 of the Agreement associated to the previous stage) and the corresponding project completion reports have been submitted to the Executive Committee.</u></p>	<p>New text added to encourage expeditious financial completion of stage I once activities are completed. While the need to monitor completion of stage I is recognized, some members and agencies expressed concerns that this condition could generate delays in tranche release given the time required for financial completion and return of balances of more than a year. Need to explore other options.</p>

<p><del>(e) That, for all submissions from the 68th meeting onwards, confirmation has been received from the Government that an enforceable national system of licensing and quotas for HCFC imports and, where applicable, production and exports is in place and that the system is capable of ensuring the Country's compliance with the Montreal Protocol HCFC phase-out schedule for the duration of this Agreement.</del></p>	<p>This was a standard sub-paragraph in all stage I agreements. It was established by decision 63/17, and it has now been deleted in the present template as it is no longer relevant.</p>
<p><b>Monitoring</b></p> <p>6. The Country will ensure that it conducts accurate monitoring of its activities under this Agreement. The institutions set out in Appendix 5-A (“Monitoring Institutions and Roles”) will monitor and report on implementation of the activities in the previous Tranche Implementation Plans in accordance with their roles and responsibilities set out in the same appendix.</p>	<p>Text in this section has no changes from previously agreed template for stage II (decision 73/33), which does not differ from stage I (decision 61/46).</p>
<p><b>Flexibility in the reallocation of funds</b></p> <p>7. The Executive Committee agrees that the Country may have the flexibility to reallocate part or all of the approved funds, according to the evolving circumstances to achieve the smoothest reduction of consumption and phase-out of the Substances specified in Appendix 1-A:</p> <p>(a) Reallocations categorized as major changes must be documented in advance either in a Tranche Implementation Plan as foreseen in sub-paragraph 5(d) above, or as a revision to an existing Tranche Implementation Plan to be submitted eight weeks prior to any meeting of the Executive Committee, for its approval. Major changes would relate to:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) Issues potentially concerning the rules and policies of the Multilateral Fund;</li> <li>(ii) Changes which would modify any clause of this Agreement;</li> <li>(iii) Changes in the annual levels of funding allocated to individual bilateral or implementing agencies for the different tranches; and</li> <li>(iv) Provision of funding for programmes or activities not included in the current endorsed Tranche Implementation Plan, or removal of an activity in the Tranche Implementation Plan, with a cost greater than 30 per cent of the total cost of the last approved tranche;</li> </ul> <p>(b) Reallocations not categorized as major changes may be incorporated in the approved Tranche Implementation Plan, under implementation at the time, and reported to the Executive Committee in the subsequent Tranche Implementation Report;</p>	<p>The text on flexibility in phase-out agreements was originally prepared based on decision 46/37. Text in this section (paragraph 7(a) and (b) has no changes from the previously agreed template for stage II (decision 73/33).</p>



<p>(c) Should the Country decide during implementation of the Agreement to introduce an alternative technology other than that proposed in the Plan, this would require approval by the Executive Committee as part of a Tranche Implementation Plan or the revision of the approved Plan. Any submission of such a request for change in technology would identify the associated incremental costs, the potential impact to the climate, and any differences in ODP tonnes to be phased out if applicable. The Country agrees that potential savings <del>in incremental costs</del> related to the change of technology would decrease the overall funding level under this Agreement accordingly;</p>	<p>During the implementation of stage I, additional optional sub-paragraphs (in green) were included for cases with manufacturing sectors ((c), (d), (e)), or when HFCs were proposed as alternative (f). They are optional only to be used when needed. New edits proposed are in track changes.</p>
<p>(d) Any enterprise to be converted to non-HCFC technology included in the Plan and that would be found to be ineligible under the <u>guidelines policies</u> of the Multilateral Fund (i.e., due to foreign ownership or establishment post the 21 September 2007 cut-off date), <u>will would</u> not receive <u>financial</u> assistance. This information would be reported as part of the Tranche Implementation Plan;</p>	<p>As examples, text in (d) was used in Brazil, Dominican Republic, Egypt and Saudi Arabia; text in (e) was used in India and Mexico (stage I); and (f) was used in Bahamas, Indonesia Suriname and Thailand.</p>
<p>(e) The Country commits to examining the possibility of using pre-blended <del>hydrocarbon</del> systems <u>with low-global warming potential blowing agents</u> instead of blending them in-house, for those foam enterprises covered under the <u>Plan umbrella project</u>, should this be technically viable, economically feasible and acceptable to the enterprises;</p>	<p>Text in (f) is similar to the text proposed by one member at the 75<sup>th</sup> meeting; however, the proposal includes reference to decision XIX/6 and it would go in a separate section called</p>
<p>(f) The Country agrees, in cases where HFC technologies have been chosen as an alternative HCFC, and taking into account national circumstances related to health and safety: to monitor the availability of substitutes and alternatives that further minimize impacts on the climate; to consider, in the review of regulations standards and incentives adequate provisions that encourage introduction of such alternatives; and to consider the potential for adoption of cost-effective alternatives that minimize the climate impact in the implementation of the HPMP, as appropriate, and inform the Executive Committee on the progress accordingly in tranche implementation reports.</p>	<p>“Consideration of alternatives” in all Agreements. One member also suggested adding to the text “not-in-kind technologies in line with decision 75/40”.</p>
	<p>Please also note that the Secretariat recommends making sub-paragraphs (c) and (d) part of the</p>

	<p>template for all agreements rather than optional subparagraphs.</p>
<p>(g) Any remaining funds held by the bilateral or implementing agencies or the country under the Plan will be returned to the Multilateral Fund upon completion of the last tranche foreseen under this Agreement.</p>	<p>Text in this version has no changes from the previously agreed template for stage II (decision 73/33). The original text comes from the stage I template (decision 61/46) with a few precisions (underlined for reference).</p>
<p><b>Considerations for the refrigeration servicing sector</b></p> <p>8. Specific attention will be paid to the execution of the activities in the refrigeration servicing sub-sector included in the Plan, in particular:</p> <p>(a) The Country would use the flexibility available under this Agreement to address specific needs that might arise during project implementation; <del>and</del></p> <p><u>(b) The Country <del>and the relevant bilateral and/or implementing agencies will</del> would take into consideration <u>relevant actions that could minimize adverse climate impact when phasing out HCFC in the refrigeration servicing sector; and</u></u></p> <p><u>(c) The Country would be encouraged to consider, as needed and feasible, the development of regulations and codes of practice; the adoption of standards for the safe introduction of flammable and/or toxic refrigerants; the implementation of measures to limit the import of HCFC-based equipment and to facilitate the introduction of energy-efficient and climate-friendly alternatives; and implementation of activities in the refrigeration servicing sector on training of technicians and introduction of good service practices such as the safe handling of refrigerants, containment and recovery and recycling and reuse of refrigerants rather than retrofitting.</u></p>	<p>Stage I version included reference to old decisions in the refrigeration servicing sector (41/100 and 49/6). Agreed template for stage II (decision 73/33) was updated to reflect the most recent decision (72/41).</p> <p>Proposed text included extracts from decision 72/41 in order to have the relevant text in the Agreement for reference.</p> <p>One member suggested at the 75<sup>th</sup> meeting to delete the text and simply make reference to the decision number as in the previous versions, including the agreed template for stage II (decision 73/33).</p>
<p><b>Bilateral and implementing agencies</b></p> <p>9. The Country agrees to assume overall responsibility for the management and implementation of this Agreement and of all activities undertaken by it or on its behalf to fulfil the obligations under this Agreement. <u>[Lead agency name] has agreed to be the lead implementing agency (the “Lead IA”) [and [Cooperating agency name/names] has/have agreed to be the cooperating implementing agency/agencies (the “Cooperating IA[s]”) under the lead of the Lead IA]</u> in respect of the Country’s activities under this Agreement. The</p>	<p>Original text comes from stage I template (decision 61/46) and was used in the template for stage II (decision 73/33).</p>

<p>Country agrees to evaluations, which might be carried out under the monitoring and evaluation work programmes of the Multilateral Fund or under the evaluation programme of the Lead IA [and/or Cooperating IA[s]] taking part in this Agreement.</p> <p>10. The Lead IA will be responsible for ensuring co-ordinated planning, implementation and reporting of all activities under this Agreement, including but not limited to independent verification as per sub-paragraph 5(b). <del>[This responsibility includes the necessity to co-ordinate coordination with the Cooperating IA[s] to ensure appropriate timing and sequence of activities in the implementation.</del> The Cooperating IA[s] will support the Lead IA by implementing the <del>Plan activities listed in Appendix 6-B</del> under the overall co-ordination of the Lead IA. <del>The roles of the Lead IA and Cooperating IA[s] are contained in Appendix 6-A and Appendix 6-B, respectively.</del> The Lead IA and Cooperating IA[s] will reach consensus on the arrangements regarding inter agency planning including regular co-ordination meetings, reporting and responsibilities under this Agreement in order to facilitate a co-ordinated implementation of the Plan.] The Executive Committee agrees, in principle, to provide the Lead IA [and the Cooperating IA[s]] with the fees set out in row[s] 2.2 [and 2.4...] of Appendix 2-A.</p>	<p>Minor editorial changes are now included for clarity (see track changes). Part of the text was moved to Appendix 6-A and 6-B on roles and responsibilities of the lead and cooperating agencies.</p>
<p><b>Non-compliance with the Agreement</b></p> <p>11. Should the Country, for any reason, not meet the Targets for the elimination of the Substances set out in row 1.2 of Appendix 2-A or otherwise does not comply with this Agreement, then the Country agrees that it will not be entitled to the Funding in accordance with the Funding Approval Schedule. At the discretion of the Executive Committee, funding will be reinstated according to a revised Funding Approval Schedule determined by the Executive Committee after the Country has demonstrated that it has satisfied all of its obligations that were due to be met prior to receipt of the next tranche of funding under the Funding Approval Schedule. The Country acknowledges that the Executive Committee may reduce the amount of the Funding by the amount set out in Appendix 7-A (“Reductions in Funding for Failure to Comply”) in respect of each ODP kilogram of reductions in consumption not achieved in any one year. The Executive Committee will discuss each specific case in which the Country did not comply with this Agreement, and take related decisions. Once decisions are taken, the specific case of not compliance with this Agreement will not be an impediment for the provision of funding for future tranches as per paragraph 5 above.</p> <p>12. The Funding of this Agreement will not be modified on the basis of any future Executive Committee decisions that may affect the funding of any other consumption sector projects or any other related activities in the Country.</p> <p>13. The Country will comply with any reasonable request of the Executive Committee, [and] the Lead IA [and the Cooperating IA[s]] to facilitate implementation of this Agreement. In particular, it will provide the Lead IA [and the Cooperating IA[s]] with access to the information necessary to verify compliance with this Agreement.</p>	<p>Original text comes from stage I template (decision 61/46) and also used in the agreed template for stage II (decision 73/33).</p> <p>No changes have been introduced in this version.</p>
<p><b>Validity</b></p> <p>14. All of the conditions set out in this Agreement are undertaken solely within the context of the Montreal Protocol and as specified in this Agreement. All terms used in this Agreement have the meaning ascribed to them in the Montreal Protocol unless otherwise defined herein.</p>	<p>Original text comes from stage I template (decision 61/46) and also used in agreed template for stage II (decision 73/33).</p> <p>No changes have been introduced in this version.</p>

**APPENDICES**

**APPENDIX 1-A: THE SUBSTANCES**

Substance	Annex	Group	Starting point for aggregate reductions in consumption (ODP tonnes)
HCFC-22	C	I	
HCFC-123	C	I	
HCFC-124	C	I	
HCFC-141b	C	I	
HCFC-142b	C	I	
HCFC-225			
Sub-total			
HCFC-141b contained in imported pre-blended polyols	C	I	
Total	C	I	

**APPENDIX 2-A: THE TARGETS, AND FUNDING**

Row	Particulars	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
1.1	Montreal Protocol reduction schedule of Annex C, Group I substances (ODP tonnes)							
1.2	Maximum allowable total consumption of Annex C, Group I substances (ODP tonnes)							
2.1	Lead IA ([Lead agency name]) agreed funding (US \$)							
2.2	Support costs for Lead IA (US \$)							
2.3	Cooperating IA ([Cooperating agency name]) agreed funding (US \$)							
2.4	Support costs for Cooperating IA (US \$)							
3.1	Total agreed funding (US \$)							
3.2	Total support costs (US \$)							
3.3	Total agreed costs (US \$)							
4.1.1	Total phase-out of [substance 1] agreed to be achieved under this Agreement (ODP tonnes)							
4.1.2	Phase-out of [substance 1] to be achieved in the previous stage by approved projects (ODP tonnes)							
4.1.3	Remaining eligible consumption for [substance 1] (ODP tonnes)							
4.2.1	Total phase-out of [substance 2] agreed to be achieved under this Agreement (ODP tonnes)							
4.2.2	Phase-out of [substance 2] to be achieved in the previous stage by approved projects (ODP tonnes)							
4.2.3	Remaining eligible consumption for [substance 2] (ODP tonnes)							
4.3.1	Total phase-out of HCFC-141b contained in imported pre-blended polyols agreed to be achieved under this Agreement (ODP tonnes)							
4.3.2	Phase-out of HCFC-141b contained in imported pre-blended polyols to be achieved in the previous stage by approved projects (ODP tonnes)							
4.3.3	Remaining eligible consumption for HCFC-141b contained in imported pre-blended polyols (ODP tonnes)							

Text	Source
<p>*Date of completion of stage I <u>as per stage I Agreement</u>:</p>	<p>Footnote added to APPENDIX 2-A. It relates to the paragraph 5 (e) added above.</p>
<p><b>APPENDIX 3-A: FUNDING APPROVAL SCHEDULE</b></p> <p>15. Funding for the future tranches will be considered for approval at the <u>[first/second]</u> meeting of the year specified in Appendix 2-A.</p>	<p>Original text comes from stage I template (decision 61/46) and also used in agreed template for stage II (decision 73/33). No changes proposed.</p>
<p><b>APPENDIX 4-A: FORMAT OF TRANCHE IMPLEMENTATION REPORTS AND PLANS</b></p> <p>1. The submission of the Tranche Implementation Report and Plans for each tranche request will consist of five parts:</p> <p>(a) A narrative report, with data provided by <u>calendar-year tranche, regarding-describing</u> the progress <u>achieved</u> since <u>the year prior to</u> the previous report, reflecting the situation of the Country in regard to phase out of the Substances, how the different activities contribute to it, and how they relate to each other. The report should include the amount of ODS phased out as a direct result from the implementation of activities, by substance, and the alternative technology used and the related phase-in of alternatives, <u>to allow the Secretariat to provide to the Executive Committee information about the resulting change in climate relevant emissions.</u> The report should further highlight successes, experiences, and challenges related to the different activities included in the Plan, reflecting any changes in the circumstances in the Country, and providing other relevant information. The report should also include information on and justification for any changes vis-à-vis the previously submitted Tranche Implementation Plan(s), such as delays, uses of the flexibility for reallocation of funds during implementation of a tranche, as provided for in paragraph 7 of this Agreement, or other changes;</p> <p>(b) An independent verification report of the Plan results and the consumption of the Substances, as per sub-paragraph 5(b) of the Agreement. If not decided otherwise by the Executive Committee, such a verification has to be provided together with each tranche request and will have to provide verification of the consumption for all relevant years as specified in sub-paragraph 5(a) of the Agreement for which a verification report has not yet been acknowledged by the Committee;</p> <p>(c) A written description of the activities to be undertaken <u>until and including the year of the planned submission of the next tranche request during the period covered by the requested tranche,</u> highlighting <u>implementation milestones, the time of completion and</u> the interdependence of the activities, and taking into account experiences made and progress achieved in the implementation of earlier tranches; the data in the plan will be provided by calendar year. The description should also include a reference to the overall Plan and progress achieved, as well as any possible changes to the overall Plan that are foreseen. <u>The description should cover the years specified in sub-paragraph 5(d) of the Agreement.</u> The description should also specify and explain in detail such changes to the overall plan. This description of future activities can be submitted as a part of the same document as the narrative report under sub-paragraph (b) above;</p>	<p>Original text comes from stage I template (decision 61/46) and also used in agreed template for stage II (decision 73/33).</p> <p>Editorial changes introduced for clarity are marked in track changes.</p> <p>In paragraph 1(c) the words “implementation milestones and time of completion” have been added as part of the information to include in the tranche implementation reports and plans.</p> <p>One member questioned at the 75<sup>th</sup> meeting the need for the text underlined in 1(a). In the Secretariat’s view this estimation could be undertaken at the end of the project rather than for each tranche. Therefore, the text could be adjusted accordingly.</p>

<p>(d) A set of quantitative information for all Tranche Implementation Reports and Plans, submitted through an online database. <del>This quantitative information, to be submitted by calendar year with each tranche request, will be amending the narratives and description for the report (see sub-paragraph 1(a) above) and the plan (see sub-paragraph 1(c) above), the Tranche Implementation Plan and any changes to the overall plan, and will cover the same time periods and activities;</del> and</p> <p>(e) An Executive Summary of about five paragraphs, summarizing the information of the above sub-paragraphs 1(a) to 1(d).</p>	<p>Text was reduced taking into account modifications to the MYA Table.</p>
<p>2. In the event that in a particular year <del>more than two one or more</del> stages of the HPMP are being implemented in parallel, the following considerations should be taken in preparing the Tranche Implementation Reports and Plans:</p> <p>(a) The Tranche Implementation Reports and Plans referred to as part of this Agreement, will exclusively refer to activities and funds covered by this Agreement; and</p> <p>(b) If the stages under implementation have different HCFC consumption targets <u>under Appendix 2-A of each Agreement in a particular year</u>, the lower HCFC consumption target will be used as reference for compliance with <del>the HPMP</del> <u>these</u> Agreements and <u>will be the basis</u> for the independent verification.</p>	<p>Text in this paragraph was agreed with the stage II template (decision 73/33) in order to provide determine the approach to report when two stages are being implemented at the same time. It is now part of the template.</p>
<p><b>APPENDIX 5-A: MONITORING INSTITUTIONS AND ROLES</b></p> <p>1. [THIS SECTION MUST BE COMPLETED BY THE COUNTRY AND THE LEAD AGENCY. It must provide a detailed and credible indication of how progress is to be monitored and which organizations will be responsible for the activities. Experience gained from implementing stage I of the HPMP should be taken into account, introducing the relevant updates and improvements.]</p>	<p>No changes from template for stage II (decision 73/33) or stage I (decision 61/46).</p>
<p><b>APPENDIX 6-A: ROLE OF THE LEAD IMPLEMENTING AGENCY</b></p> <p>1. The Lead IA will be responsible for a range of activities, including at least the following:</p> <p>(a) Ensuring performance and financial verification in accordance with this Agreement and with its specific internal procedures and requirements as set out in the Country's HPMP;</p> <p>(b) Assisting the Country in preparation of the Tranche Implementation Reports and Plans as per Appendix 4-A;</p> <p>(c) Providing independent verification to the Executive Committee that the Targets have been met and associated tranche activities have been completed as indicated in the Tranche Implementation Plan consistent with Appendix 4-A;</p>	<p>Subparagraph (f) was added in this version to reflect ExCom decision 74/19 on progress and verification reports required after the approval of the last tranche.</p> <p>Also, text removed from paragraph 10 was added here (subparagraphs (j) and (n)).</p>

- (d) Ensuring that the experiences and progress is reflected in updates of the overall plan and in future Tranche Implementation Plans consistent with sub-paragraphs 1(c) and 1(d) of Appendix 4-A;
- (e) Fulfilling the reporting requirements for the Tranche Implementation Reports and Plans and the overall plan as specified in Appendix 4-A for submission to the Executive Committee, ~~and should~~. ~~[The reporting requirements include the reporting about activities undertaken-implemented by the Cooperating IA[s];~~
- ~~(e)~~(f) In the event that the last funding tranche is requested one or more years prior to the last year for which a consumption target had been established, annual tranche implementation reports and, where applicable, verification reports on the current stage of the Plan should be submitted until all activities foreseen had been completed and HCFC consumption targets had been met;
- ~~(f)~~(g) Ensuring that appropriate independent technical experts carry out the technical reviews;
- ~~(g)~~(h) Carrying out required supervision missions;
- ~~(h)~~(i) Ensuring the presence of an operating mechanism to allow effective, transparent implementation of the Tranche Implementation Plan and accurate data reporting;
- ~~(i)~~(j) [Co-ordinating the activities of the Cooperating IA[s], and ensuring appropriate sequence of activities;]
- ~~(j)~~(k) In case of reductions in funding for failure to comply in accordance with paragraph 11 of the Agreement, to determine, in consultation with the Country [and the Cooperating IA[s]], the allocation of the reductions to the different budget items and to the funding of the Lead IA and each Cooperating IA;
- ~~(k)~~(l) Ensuring that disbursements made to the Country are based on the use of the indicators; and
- (m) Providing assistance with policy, management and technical support when required.
- ~~(l)~~(n) Reaching consensus with the Cooperating IA[s] on the any planning, coordination and reporting arrangements required regarding inter-agency planning including regular co-ordination meetings, reporting and responsibilities under this Agreement in order to facilitate the a co-ordinated implementation of the Plan.

2. After consultation with the Country and taking into account any views expressed, the Lead IA will select and mandate an independent entity to carry out the verification of the HPMP results and the consumption of the Substances mentioned in Appendix 1-A, as per sub-paragraph 5(b) of the Agreement and sub-paragraph 1(b) of Appendix 4-A.

#### **[APPENDIX 6-B: ROLE OF THE COOPERATING IMPLEMENTING AGENCIES]**

1. The Cooperating IA[s] will be responsible for a range of activities. These activities are specified in the Plan, including at least the following:

(a) Providing assistance for policy development when required;

(b) Assisting the Country in the implementation and assessment of the activities funded by the Cooperating IA[s], and refer to the Lead IA to ensure a co-ordinated sequence in the activities; and

<p>(c) Providing reports to the Lead IA on these activities, for inclusion in the consolidated reports as per Appendix 4-A.]</p> <p>(e)(d) Reaching consensus with the Lead IA on <del>the any planning, coordination and reporting arrangements required to facilitate the implementation of the Plan.</del></p>	
<p><b>APPENDIX 7-A: REDUCTIONS IN FUNDING FOR FAILURE TO COMPLY</b></p> <p>1. In accordance with paragraph 11 of the Agreement, the amount of funding provided may be reduced by US \$[figure [for non-LVC the figure would be 2 times the cost-effectiveness of the project in \$/ODP kg; for LVC the amount would be US \$180]] per ODP kg of consumption beyond the level defined in row 1.2 of Appendix 2-A for each year in which the target specified in row 1.2 of Appendix 2-A has not been met, <u>on the understanding that the maximum funding reduction would not exceed the funding level of the tranche being requested. Additional measures might be considered in cases where non-compliance extends for two consecutive years.</u></p> <p><del>2.</del> In the event that the penalty needs to be applied for a year in which there are two Agreements in force (two stages of the HPMP being implemented in parallel) with different penalty levels, the application of the penalty will be determined on a case-by-case basis taking into consideration the specific sectors <del>related that lead</del> to the non-compliance. If it is not possible to determine a sector, or both stages are addressing the same sector, the penalty level to be applied would be the largest.</p>	<p>Modifications to Appendix 7A were agreed for the stage II template (decision 73/33) to establish the basis to calculate the penalty when two stages are being implemented at the same time.</p> <p>For this new version, the text added in track changes establishes a cap to the size of the penalty. One member suggested removing the new text.</p>
<p><b>APPENDIX 8-A: SECTOR SPECIFIC ARRANGEMENTS</b></p> <p>1. Appendix 8-A is foreseen for situations where the Country and/or the Lead IA/Cooperating IA[s] wish to include in the Agreement any sector specific arrangements. This will be mostly the case for non-LVC's. Specifically, this Appendix can be used in cases where there have been sector plans or sector phase-out projects prior to the submission of the HPMP, which are subsumed into the HPMP and where the related conditions require reflection in this Agreement. The Appendix can also be used if the Country requests to extend the provisions of Appendix 2-A by adding sector-specific funding, phase-out schedules or additional responsibilities for the Lead IA/Cooperating IA[s]. In cases where Appendix 8-A is needed, a reference should be included at an appropriate point of the Agreement. If only minor arrangements are to be included, the reference could be included in one of the Appendices, in particular Appendix 6.</p> <p>2. <u>The heading for this Appendix 8-A should be deleted if no such additional arrangements are necessary.]</u></p>	<p>No changes from template for stage II (decision 73/33) or stage I (decision 61/46).</p>



## Annex II

### COMMENTS RECEIVED FROM MEMBERS OF THE EXECUTIVE COMMITTEE ON THE TEMPLATE FOR A DRAFT AGREEMENT FOR STAGE II OF HCFC PHASE-OUT MANAGEMENT PLANS

#### The Government of Australia

With respect to paragraph 5(e) of the draft template, we understand that the date of completion “as defined in paragraph 14 of the Agreement”, could include not only the date of completion in the original Agreement but a revised date of completion included in a progress report or a Tranche Implementation Plan. In order to make this point more clear, we suggest that this sentence reads as follows (addition in bold):

*That, for the first tranche that is due on a year after the date of completion of the previous stage of the HPMP (as defined in paragraph 14 of the Agreement associated to the previous stage, **or as revised in a progress report or Tranche Implementation Plan**), all tranches from the previous stage have been completed.*

We do not believe it is necessary to include the requirements about the remaining funds having been returned or the project completion reports being submitted before the tranche concerned is submitted. These requirements are covered by other processes and decisions of the ExCom and addressed under recurring agenda items. If there are delays in returning funds or submitting completion reports, these should be addressed within the context of these agenda items.

With respect to paragraph 7(c), since this paragraph says that a change of technology would require approval by the ExCom as part of a Tranche Implementation Plan, it essentially belongs as a sub-paragraph under 7(a) as one of the “major changes” to the Agreement requiring ExCom approval. The sub-paragraph could simply read:

*Changes in alternative technologies, on the understanding that any submission for such a request would identify the associated incremental costs, the potential impact to the climate, and any differences in ODP tonnes to be phased out if applicable, as well as confirm that the Country agrees that potential savings related to the change of technology would decrease the overall funding level under this Agreement accordingly.*

With respect to paragraph 8(c), while we recognize the importance of this paragraph, which originates from decision 72/41, we are not sure that it is necessary to repeat this paragraph in all HPMP agreements. All guidance on HPMPs provided by ExCom decisions remain valid whether or not they are incorporated in an Agreement, and selecting certain paragraphs from certain decisions may inadvertently lessen the importance of other ExCom decisions.

We note that while this template has been developed on the basis of experience with stage II HPMPs that aim to achieve an interim HCFC reduction, it is possible that it is also used for HPMPs that aim to achieve total phase-out. In such cases, it is possible that some changes to the template may be needed to reflect the fact that it would be a final rather than an interim stage agreement. Therefore, in adopting this format, the ExCom may want to note that in the case of stage II HPMPs which aims to achieve total phase-out, the Committee may consider some additional modifications to the format at the time such an HPMP is submitted.

### The Government of Brazil

The proposed Stage II draft agreement uses the clauses adopted by Mexico Stage II plus other changes identified during the process of approving HPMPs.

In fact, one can trace an evolution in the Stage I agreements from the earliest approvals to the last approvals – however those gradual changes were discussed and accepted by Countries individually and should not be used as starting point for additional changes for Stage II agreement that will become mandatory for all countries, once it is approved.

Therefore, we suggest that these special clauses are separated from the general agreement to be approved, and in a separate clause of the decision, include those that will be added if the HPMP to be approved is related to them.

We are concerned about some changes that may present some difficulties when implementing projects.

5(e)	<p>We believe that it will create lots of delays in the release of funds. The country and the progress phase out will be punished.</p> <p>Frequently many of the criteria cannot be fulfilled in one year after the closure of the previous stage. This could be a result of the delay of the implementing agency (not fault of the country), or the delay of the audit (IA and Country fault), or ongoing activities overarching the phases (refrigeration servicing) etc.</p> <p>If all activities have to be finished as suggested by the Secretariat - "<i>all tranches from the previous stage have been completed, remaining funds have been returned to the Multilateral Fund (as established in paragraph 7 of the Agreement associated to the previous stage) and the corresponding project completion reports have been submitted to the Executive Committee</i>", it would mean that e.g. in refrigeration servicing all activities in the first stage have to be completed and the funds returned. After this the same project has to be restarted again. This is not realistic (e.g. if you have a long term agreement with a training institute, then it has to finish, the remaining funds have to be de-obligated and a new one has to be concluded. This might cause legal problems and serious delays).</p>
7 (c)	<p>We propose to include this paragraph only in the agreements of countries whose HPMP contains industrial conversions.</p>
7 (d)	<p>We think it is not necessary to repeat what is already established as MLF policies. The issue is related to ExCom decisions and not to an agreement with a Country. Therefore, we think it is not necessary to have this clause in the agreements.</p>
7 (e) Using pre-blended systems	<p>We consider that the technical aspects of the projects are negotiated with the Secretariat and we should not include new different technical aspects in the text of the agreements. We propose to remove this clause.</p>
7 (f) HFC alternatives	<p>Considering that HFC issues are still sensitive and not a consensus within the Parties even though this clause had already been included in few Stage II HPMP agreement we propose to add it to the "additional" clauses, so it can be re-written considering national circumstances and after discussion with the Country involved.</p>
8 (b and c) Servicing sector	<p>We propose to maintain the original version including decision 72/41 as reference as was for the Brazilian Agreement.</p> <p>8. "Specific attention will be paid to the execution of the activities in the refrigeration servicing sub-sector included in the Plan, in particular:</p> <p>(a) The Country would use the flexibility available under this Agreement to address specific needs that might arise during project implementation; and</p> <p>(b) The Country and the relevant bilateral and/or implementing agencies will take into consideration decision 72/41 during the implementation of the Plan."</p>

### **The Government of India**

According to decision 75/66 of the Executive Committee, we would like to submit our comments on the template for draft agreement for stage II HPMP. Generally speaking, we think the template should be simple and streamlined with standard clauses, and it should be a reference for drafting an agreement between a country and the ExCom. We noticed that there are some comments at the MOP that the ExCom should provide more flexibility for countries in preparation and implementation of HPMPs. When preparing the template for the draft agreement for stage II HPMP, we should keep in mind that the agreement should be performance-based and that the country-driven approach should be followed to allow countries to retain the flexibility to determine the type of approach that would best enable Article 5 countries to meet their obligations under the Montreal Protocol. If there are specific issues under specific circumstances of a country that the ExCom thinks necessary to include in the agreement, it could be added to the agreement between the ExCom and the country instead of the template used for all countries.

Original clause	Proposed revision	Reason/comments
<p><b>Para. 3</b> Subject to compliance by the Country with its obligations set out in this Agreement, the Executive Committee agrees, in principle, to provide the funding set out in row 3.1 of Appendix 2-A to the Country. The Executive Committee will, in principle, provide this funding at the Executive Committee meetings specified in Appendix 3-A (“Funding Approval Schedule”).</p>	<p>Subject to compliance by the Country with its obligations set out in this Agreement, the Executive Committee agrees, <del>in principle</del>, to provide the funding set out in row 3.1 of Appendix 2-A to the Country. The Executive Committee will, <del>in principle</del>, provide this funding at the Executive Committee meetings specified in Appendix 3-A (“Funding Approval Schedule”).</p>	<p>Countries agree to meet the compliance target and the ExCom agrees to provide stable and sufficient funding for HCFC phase-out activities. It is not balanced with the word “in principal”.</p>
<p>Para. 5 (b) That the meeting of these Targets has been independently verified for all relevant years, unless the Executive Committee decided that such verification would not be required.</p>	<p>That the meeting of these Targets has been independently verified before the submission of the last tranche request by the country</p>	<p>Verification for each year may not be required as this would not only unnecessary increase the workload for both the country and the Implementing Agencies, but also delay the implementation process.</p>
<p><b>Para. 5 (e)</b> That, for the first tranche that is due on a year after the date of completion of the previous stage of the HPMP (as defined in paragraph 14 of the Agreement associated to the previous stage), all tranches from the previous stage have been completed, remaining funds have been returned to the Multilateral Fund (as established in paragraph 7 of the Agreement associated to the previous stage) and the corresponding project completion reports have been submitted to the Executive Committee.</p>	<p>Delete</p>	<p>This paragraph makes a future second stage tranche conditional on the completion of reporting and financial requirement of stage I, which would bring substantial risks of non-compliance for countries. Stage I HPMP and stage II HPMP are relatively separate projects addressing different compliance target. This paragraph would not help timely completion of reporting and financial requirement of stage I HPMP, on the contrary, it would bring a lot of difficulties and impede the implementation of stage II HPMP. What would happen if the country could not meet its subsequent target because new funds not approved?</p>
<p><b>Para 7.</b> The Executive Committee agrees that the Country may have the flexibility to reallocate part or all of the approved funds, according to the evolving circumstances to achieve the smoothest reduction of consumption and phase-out of the Substances specified in Appendix 1-A:</p> <p>(a) Reallocations categorized as major changes must be documented in advance either in a Tranche Implementation Plan as foreseen in sub-paragraph 5(d) above, or as a revision to an existing Tranche Implementation Plan to be submitted eight weeks prior to any meeting of the Executive Committee, for its approval. Major changes would relate to:</p> <p>(iv) Provision of funding for programmes or activities not included in the current endorsed Tranche Implementation Plan, or removal of an activity in the Tranche Implementation Plan, with a cost greater than 30 per cent of the total cost of the last approved tranche;</p>	<p><b>Para 7.</b> The Executive Committee agrees that the Country may have the flexibility to reallocate part or all of the approved funds, according to the evolving circumstances to achieve the smoothest reduction of consumption and phase-out of the Substances specified in Appendix 1-A:</p> <p>(a) Reallocations categorized as major changes must be documented in advance either in a Tranche Implementation <del>Plan</del> <b>Report and</b> Plan as foreseen in sub-paragraph 5(d) above, or as a revision to an existing Tranche Implementation <b>Report and</b> Plan to be submitted eight weeks prior to any meeting of the Executive Committee, for its approval. Major changes would relate to:</p> <p>(iv) Provision of funding for <del>programmes or</del> activities not included in the current endorsed Tranche Implementation <del>Plan</del>; or removal of an activity in the Tranche Implementation Plan, with a cost greater than 30 per cent of the total cost of the last approved tranche;</p> <p>(v) Changes due to change in national circumstances.</p>	<p>The language is not clear. Does that mean provision funding for or removal of those activities with a cost greater than 30 per cent of the total cost of the last approved tranche should be considered as major change? Please clarify.</p> <p>It is proposed to add this sub clause as any changes in national circumstances could have an impact on the project implementation and may need appropriate changes in the implementation modalities including cost and timelines.</p>

Original clause	Proposed revision	Reason/comments
<p><b>Para 7.(c)</b> Should the Country decide during implementation of the Agreement to introduce an alternative technology other than that proposed in the Plan, this would require approval by the Executive Committee as part of a Tranche Implementation <del>Report and Plan or the revision of the approved Plan</del>. Any submission of such a request for change in technology would identify the associated incremental costs, the potential impact to the climate, and any differences in ODP tonnes to be phased out if applicable. The Country agrees that potential savings in incremental costs related to the change of technology would decrease the overall funding level under this Agreement accordingly</p>	Delete	<p>This item may come from specific issues under specific circumstances of some countries, which should not be reflected in the template. The paragraph should not be used as standard clause or starting point of the template. If necessary, these issues should be considered on a case-by-case basis.</p> <p>Moreover, the country should have the flexibility within the overall framework of the agreement signed with the Ex-Com.</p>
<p><b>Para 7. (d)</b> Any enterprise to be converted to non-HCFC technology included in the Plan and that would be found to be ineligible under the <del>guidelines</del> policies of the Multilateral Fund (i.e., due to foreign ownership or establishment post the 21 September 2007 cut-off date), <del>will</del> would not receive financial assistance. This information would be reported as part of the Tranche Implementation Plan;</p>	Delete	<p>This language should not be in agreement. There is clear decision by Ex-Com that foreign owned enterprises are not eligible for funding. It is unnecessary to put the language here.</p> <p>Partial foreign owned enterprises in a few countries could be eligible.</p>
<p><b>Para 7. (e)</b> The Country commits to examining the possibility of using pre-blended <del>hydrocarbon</del> systems with low-global warming potential blowing agents instead of blending them inhouse, for those foam enterprises covered under the Plan <del>umbrella</del> project, should this be technically viable, economically feasible and acceptable to the enterprises; and</p>	Delete  The country would explore the possibility of using pre blended systems with technically viable, economically feasible, environmentally safe and non-ODS blowing agents.	<p>The paragraph should not be used as standard clause or starting point of the template. In addition, the agreement is not the place to bring in technology preferences for purposes that go beyond the agreement's scope and purpose.</p> <p>Technology issues are already addressed while approving the project. Hence the clause can be retained with the proposed modification.</p>
<p>Para 7. (f) The country agrees, in cases where HFC technologies have been chosen as an alternative HCFC, and taking into account national circumstances related to health and safety: to monitor the availability of substitutes and alternatives that further minimize impacts on the climate; to consider, in the review of regulations standards and incentives adequate provisions that encourage introduction of such alternatives; and to consider the potential for adoption of cost-effective alternatives that minimize the climate impact in the implementation of the HPMP, as appropriate, and inform the Executive Committee on the progress accordingly in tranche implementation reports.</p>	Delete	<p>This clause may not be required as monitoring has already been addressed in clause 6 of the proposed agreement.</p>
<p><b>Para 7. (fg)</b> Any remaining funds held by the bilateral or implementing agencies or the country under the Plan will be returned to the Multilateral Fund upon completion of the last tranche foreseen under this Agreement.</p>	Any remaining funds held by the bilateral or implementing agencies <del>or the country</del> under the Plan will be returned to the Multilateral Fund <del>upon after completion of all activities of the last tranche</del> <u>are completed foreseen under this Agreement. If</u>	<p>Remaining funding should be returned to the MLF after all activities of the last tranche are completed. The original language is not in line with the policies of the MLF. We should not only consider the remaining funding issues but also the case</p>

Original clause	Proposed revision	Reason/comments
	<p><u>the funding approved in the agreement is not sufficient, the country could request for further financial assistance to the Executive Committee.</u></p> <p>Any remaining funds held by the bilateral or implementing agencies under the Plan will be returned to the Multilateral Fund only after completion of all the activities relating to the project and after the consent of the concerned NOU.</p>	<p>that the approved funding is not sufficient.</p> <p>Consent of the concerned NOU should be mandatory as Implementing Agencies do not return the balance funds directly.</p>
<p><b>Para 8</b> consideration for the refrigeration servicing sector</p>	<p>Decision 72/41 should not be included in the para</p>	<p>It is proposed that this section is deleted as the proposed clauses should be dealt with at the HPMP approval stage. In addition, it does not make sense to have this section in HPMPs not dealing with the servicing sector. By having language to “encourage” a country to do something specific, it means that each time a tranche implementation plan is reviewed, the ExCom can use the “encourage” clause to check whether the country has acted on the specific request or not.</p>
<p><b>Para 8 (c)</b> the county would be encouraged to consider, as needed and feasible, the development of regulations and codes of practice; the adoption of standards for the safe introduction of flammable and/or toxic refrigerants; the implementation of measures to limit the import of HCFC-based equipment and to facilitate the introduction of energy-efficient and climate-friendly alternatives; and implementation of activities in the refrigeration servicing sector on training of technicians and introduction of good service practices such as the safe handling of refrigerants, containment and recovery and recycling and reuse of refrigerants rather than retrofitting.</p>	<p>Delete</p>	
<p><b>Para. 11.</b> Should the Country, for any reason, not meet the Targets for the elimination of the Substances set out in row 1.2 of Appendix 2-A or otherwise does not comply with this Agreement, then the Country agrees that it will not be entitled to the Funding in accordance with the Funding Approval Schedule. At the discretion of the Executive Committee, funding will be reinstated according to a revised Funding Approval Schedule determined by the Executive Committee IA after the Country has demonstrated that it has satisfied all of its obligations that were due to be met prior to receipt of the next tranche of funding under the Funding Approval Schedule. The Country acknowledges that the Executive Committee may reduce the amount of the Funding by the amount set out in Appendix 7-A (“Reductions in Funding for Failure to Comply”) in respect of each ODP kilogram of reductions in consumption not achieved in any one year. The Executive Committee will discuss each specific case in which the Country</p>	<p>Should the Country, <del>for any reason</del>, including reasons attributing to delay on the part of Ex-Com in approving the tranche or delay in release of funds by the Implementing Agencies not meet the Targets for the elimination of the Substances set out in row 1.2 of Appendix 2-A or otherwise does not comply with this Agreement, then the Country agrees that it <del>will may</del> not be entitled to the Funding in accordance with the Funding Approval Schedule <u>provided, however, that said non-compliance is not the result of actions of the Executive Committee, including, but not limited to, delays in approving and releasing the Funding associated with this Agreement.</u> At the discretion of the Executive Committee, funding will be reinstated according to a revised Funding Approval Schedule determined by the Executive Committee IA after the Country has demonstrated that it has satisfied all of its obligations that were due to be met prior to receipt of the next tranche of funding under the Funding Approval Schedule. The</p>	<p>If the ExCom’s action are detrimental to compliance, the country should not be punished.</p>

Original clause	Proposed revision	Reason/comments
<p>did not comply with this Agreement, and take related decisions. Once decisions are taken, the specific case of not compliance with this Agreement will not be an impediment for the provision of funding for future tranches as per paragraph 5 above.</p>	<p>Country acknowledges that the Executive Committee may reduce the amount of the Funding by the amount set out in Appendix 7-A (“Reductions in Funding for Failure to Comply”) in respect of each ODP kilogram of reductions in consumption not achieved in any one year. The Executive Committee will discuss each specific case in which the Country did not comply with this Agreement, and take related decisions. Once decisions are taken, the specific case of not compliance with this Agreement will not be an impediment for the provision of funding for future tranches as per paragraph 5 above.</p>	
<p><b>Para. 15.</b> All of the conditions set out in this Agreement are undertaken solely within the context of the Montreal Protocol and as specified in this Agreement. All terms used in this Agreement have the meaning ascribed to them in the Montreal Protocol unless otherwise defined herein.</p>	<p>A new paragraph to be added after this one:  <a href="#">16. This Agreement may be modified or terminated only by mutual written agreement of the Country and the Executive Committee of the Multilateral Fund.</a></p>	<p>To reinforce that changes cannot be made by just one party to the agreement.</p>
<p><b>APPENDIX 4-A</b></p> <p>1. The submission of the Tranche Implementation Report and Plans for each tranche request will consist of five parts:                      (a) A narrative report, with data provided by <del>calendar year</del> tranche, <del>regarding</del> describing the progress achieved since <del>the year prior to</del> the previous report, reflecting the situation of the Country in regard to phase out of the Substances, how the different activities contribute to it, and how they relate to each other. The report should include the amount of ODS phased out as a direct result from the implementation of activities, by substance, and the alternative technology used and the related phase-in of alternatives, to allow the Secretariat to provide to the Executive Committee information about the resulting change in climate relevant emissions. The report should further highlight successes, experiences, and challenges related to the different activities included in the Plan, reflecting any changes in the circumstances in the Country, and providing other relevant information. The report should also include information on and justification for any changes vis-à-vis the previously submitted Tranche Implementation Plan(s), such as delays, uses of the flexibility for reallocation of funds during implementation of a tranche, as provided for in paragraph 7 of this Agreement, or other changes;</p> <p>(c) A written description of the activities to be undertaken <del>until and including the year of the planned submission of the next</del></p>	<p><b>APPENDIX 4-A</b></p> <p>1. The submission of the Tranche Implementation Report and Plans for each tranche request will consist of five parts:                      (a) A narrative report, with data provided by <del>calendar year</del> tranche, <del>regarding</del> describing the progress achieved since <del>the year prior to</del> the previous report, reflecting the situation of the Country in regard to phase out of the Substances, how the different activities contribute to it, and how they relate to each other. The report should include the amount of ODS phased out as a direct result from the implementation of activities, by substance, and the alternative technology used and the related phase-in of alternatives, <del>to allow the Secretariat to provide to the Executive Committee information about the resulting change in climate relevant emissions.</del> The report should further highlight successes, experiences, and challenges related to the different activities included in the Plan, reflecting any changes in the circumstances in the Country, and providing other relevant information. The report should also include information on and justification for any changes vis-à-vis the previously submitted Tranche Implementation Plan(s), such as delays, uses of the flexibility for reallocation of funds during implementation of a tranche, as provided for in paragraph 7 of this Agreement, or other changes;</p> <p>(c) A written description of the activities to be undertaken <del>until and including the year of the planned submission of the next</del></p>	<p>This explanation goes beyond the scope of project reporting, and it should be deleted.</p> <p>We don’t understand why such detailed information such as milestones of activities should be included in the tranche implementation plan. An HPMP aims to help countries to achieve the compliance target; the template should not focus on detailed information such as milestone of an activity.</p>

Original clause	Proposed revision	Reason/comments
<p><del>tranche request</del> during the period covered by the requested tranche, highlighting implementation milestones, the time of completion and the interdependence of the activities, and taking into account experiences made and progress achieved in the implementation of earlier tranches; the data in the plan will be provided by calendar year. The description should also include a reference to the overall Plan and progress achieved, as well as any possible changes to the overall Plan that are foreseen. <del>The description should cover the years specified in sub-paragraph 5(d) of the Agreement.</del> The description should also specify and explain in detail such changes to the overall plan. This description of future activities can be submitted as a part of the same document as the narrative report under sub-paragraph (b) above;</p>	<p><del>tranche request</del> during the period covered by the requested tranche, highlighting <del>implementation milestones,</del> the time of completion and the interdependence of the activities, and taking into account experiences made and progress achieved in the implementation of earlier tranches; the data in the plan will be provided by calendar year. The description should also include a reference to the overall Plan and progress achieved, as well as any possible changes to the overall Plan that are foreseen. <del>The description should cover the years specified in sub-paragraph 5(d) of the Agreement.</del> The description should also specify and explain in detail such changes to the overall plan. This description of future activities can be submitted as a part of the same document as the narrative report under sub-paragraph (b) above;</p>	
<p><b>APPENDIX 6-A – Role of Implementing Agencies</b></p>	<p>To add the following:                      Timely release of funds to the country/participating enterprises for completing the activities relating to the project.                      6(a)f-Verification should be done before the submission of last tranche report for the concerned calendar years.                      Verification may be done once in two calendar years.</p>	<p>Quite often delay by Implementing Agencies cause delays to the project.</p>

We appreciate the great efforts the Secretariat has made to develop the template in order to facilitate the approval of HPMPs submitted by Article 5 countries. We would like to work with the Secretariat, the implementing agencies and other Ex-Com members at the future meetings to finalize the template as early as possible.



**The Government of Italy**

We would like to thank the Secretariat for updating the template, we noted that text from CRP submitted by Italy at the 75 ExCom meeting has been included, but we would also like to see reflected in the document a reference to the Decision XIX/6 and we appreciate the proposal to foresee a separate section on “Consideration of alternatives”.

With regard to para 5 e) we agree on the importance to promote expeditious financial completion of stage I once activities are completed, but at the same time we share the concerns that this pre-condition could generate delays in tranche release, given the time required to return balances. Probably we would need to demonstrate some flexibility, we would therefore welcome other options to be explored and proposed.

---